

Drame du car scolaire d'Allinges : suicide du professeur qui avait organisé la sortie

vendredi 18 juillet 2008

Début juin, un car scolaire transportant des collégiens avait été percuté par un train, sur un passage à niveau à Allinges (Haute-Savoie). Un accident au bilan humain particulièrement lourd : sept morts et 25 blessés, dont trois graves. Le professeur qui avait organisé la sortie au cours de laquelle s'est produit le drame s'est suicidé, a-t-on appris jeudi 17 juillet.

Cet enseignant d'histoire-géographie, dont la disparition avait été signalée à la gendarmerie, a été retrouvé jeudi matin, pendu à un arbre, dans un bois à Fessy (Haute-Savoie). Cette information, dévoilée par l'hebdomadaire haut-savoyard *Le Messager*, a été confirmée dans la journée par Michel Leleu, inspecteur d'académie adjoint.

Agé d'une quarantaine d'années, cet homme, marié et père de deux enfants, avait été traumatisé par l'événement. "Il était très affecté par cet accident, avec un sentiment de culpabilité lié au fait qu'il était à l'initiative de cette sortie", a ainsi expliqué le responsable académique, soulignant que la famille du professeur avait demandé que "le minimum de communication soit fait autour de ce drame".

"Cet acte, abominable, s'ajoute au drame de ces familles" a déploré auprès de l'AFP Me Georges Rimondi, avocat de quelques familles de victimes qui se sont constituées partie civile. Et de souligner que, pour ses clients, "le professeur, a priori, n'a aucune espèce de responsabilité de quelque nature que ce soit" dans le drame.

Le collègue du Margencel, où ce professeur enseignait, était en état de choc, dans la journée de jeudi. Dans la matinée, le principal du collège a réuni les professeurs encore présents, afin de recevoir les familles des victimes qui le souhaitaient.

LA CAUSE DE L'ACCIDENT RESTE INCONNUE

L'accident, survenu le 2 juin, avait provoqué une vive émotion. Plus de 4 000 personnes avaient assisté à l'hommage public rendu aux victimes, en présence du premier ministre, François Fillon, et du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer. Les familles des collégiens avaient été reçues le 11 juin par Nicolas Sarkozy, les ministres de l'éducation nationale et de la justice, Xavier Darcos et Rachida Dati, ainsi que le secrétaire d'Etat aux transports, Dominique Bussereau.

Le chauffeur de l'autocar, âgé de 49 ans, avait été mis en examen pour "homicides et blessures involontaires". Alors que des témoins affirmaient que le feu était rouge quand il avait franchi le passage à niveau, il a toujours soutenu le contraire. Les analyses toxicologiques effectuées afin de déceler la présence d'alcool ou de stupéfiants dans son sang se sont révélées négatives. Il a ainsi été remis en liberté sous contrôle judiciaire le 7 juillet.

Avant l'accident, le passage à niveau où s'est produit le drame n'était pas considéré comme dangereux par Réseau ferré de France (RFF), propriétaire des voies, mais RFF a depuis demandé à un bureau d'études de réfléchir à la possibilité de sa suppression.
